

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

NUMERO SPECIAL

Philippe MACHENAUD-JACQUET  
Mail : philippe.machenaud@mail.pfMatahiti 165  
N° 65 - Numera Taae

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 27  
no Atopa 2016

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

	Pages
Arrêté n° 1629 CM du 26 octobre 2016 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française .....	4400
Arrêté n° 1630 CM du 26 octobre 2016 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française .....	4400
Arrêté n° 1631 CM du 26 octobre 2016 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française .....	4402
Arrêté n° 1632 CM du 26 octobre 2016 fixant le prix maximal de détail de certains hydrocarbures en Polynésie française .....	4403
Arrêté n° 1633 CM du 26 octobre 2016 portant virement de crédits au sein du chapitre 968 "Culture et patrimoine" .....	4404
Arrêté n° 1634 CM du 27 octobre 2016 portant application de l'article 86 alinéa 2 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française .....	4405
Arrêté n° 1635 CM du 27 octobre 2016 portant application de la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 portant création du dispositif d'aide à la connexion des entreprises, ACE en Polynésie française .....	4406
Arrêté n° 1636 CM du 27 octobre 2016 portant nomination de M. Pascal Ramounet en qualité de directeur général de l'Institut Louis-Malardé .....	4409

##### EXTRAITS

Arrêté n° 1637 CM du 27 octobre 2016 rendant exécutoire la délibération n° 9 ILM 16 du 21 juin 2016 de l'Institut Louis-Malardé relative à la nomination du directeur général de l'ILM .....	4409
Arrêté n° 1640 CM du 27 octobre 2016 rendant exécutoire la délibération n° 42-2016 CHPF du 30 septembre 2016 du Centre hospitalier de la Polynésie française fixant la rémunération du directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française .....	4409
Arrêté n° 1647 CM du 27 octobre 2016 rendant exécutoire la délibération n° 18-2016 CA-PAP du 30 septembre 2016 du Port autonome de Papeete approuvant les conditions de rémunération de M. Georges Puchon, en qualité de directeur général du port autonome de Papeete .....	4409

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

#### ARRETE n° 1629 CM du 26 octobre 2016 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française.

NOR : DAE162151AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 80-36 AT du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 octobre 2016,

Arrête :

Article 1er. — La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane des produits pétroliers suivants est fixée comme suit :

- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23)	43,735 F CFP/litre
- Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.19.12)	42,481 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25)	43,415 F CFP/litre

Art. 2. — La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz butane de nomenclature douanière 27.11.13.90 est fixée à 74,769 F CFP/kg.

Art. 3. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1er novembre 2016.

Art. 4. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 octobre 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,*  
Teva ROHFRITSCH.

#### ARRETE n° 1630 CM du 26 octobre 2016 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française.

NOR : DAE162151AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1629 du 26 octobre 2016 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 octobre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les montants de stabilisation, définis par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée, sont fixés comme suit :

- Gaz butane (27.11.13.90) + 28,486 F CFP/kilogramme
- Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.19.12) + 29,569 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23) - 6,161 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises pericoles agréées (27.10.12.23) + 35,339 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25) + 19,667 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) + 15,417 F CFP/litre

- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) + 17,417 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (27.10.19.25) + 7,917 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25) - 26,183 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, consommé par des exploitants de service public (27.10.19.25) 0,000 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (27.10.19.25) + 0,167 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (27.10.19.25) + 0,167 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti, exploitées dans le cadre d'un service public (27.10.19.25) 0,000 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises pericoles dûment agréées (27.10.19.25) + 31,167 F CFP/litre

Art. 2. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1er novembre 2016.

Art. 3. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 octobre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,  
Teva ROHFRITSCH.*

**ARRETE n° 1631 CM du 26 octobre 2016 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française.**

NOR : DAE1621511AC-3

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1827 CM du 12 décembre 2008 modifié fixant les montants de la rémunération des prestations locales des sociétés pétrolières et des sociétés important, stockant, conditionnant et distribuant le gaz butane importé en vrac en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1629 CM du 26 octobre 2016 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1630 CM du 26 octobre 2016 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 octobre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Le prix maximal de facturation aux revendeurs par les entreprises importatrices et distributrices est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants :

- Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.19.12)	105,20 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23)	117,25 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises pericolas dûment agréées (27.10.12.23)	106,75 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25)	119,25 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25)	76 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25)	78 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (27.10.19.25)	70,20 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25)	33 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (27.10.19.25)	60,75 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (27.10.19.25)	60,75 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises pericolas dûment agréées (27.10.19.25)	97,75 F CFP/litre

Art. 2. — Pour les essences à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23) visées aux 2e et 3e lignes du tableau de l'article 1er et pour les gazoles d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25) visés aux 4e et 11e lignes du tableau de l'article 1er, les stations-services bénéficient d'une remise de 0,75 F CFP/litre sur les prix de gros définis à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3. — Le prix maximal de facturation aux utilisateurs finaux par les entreprises importatrices et distributrices est fixé pour les produits suivants à :

- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea

(27.10.19.25) hors stations-services marines	76 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25)	78 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25) livrés par oléoduc ou camion citerne et pour des commandes unitaires supérieures à 1 000 litres	33 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti consommé par des exploitants de service public (27.10.19.25)	59,583 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti exploitées dans le cadre d'un service public (27.10.19.25)	61,283 F CFP/litre

Art. 4.— Les prix de vente maximaux des entreprises distributrices de gaz butane aux revendeurs sont fixés comme suit :

- bouteille de 13 kilogrammes :	2 639 F CFP
- bouteille de 39 kilogrammes :	7 917 F CFP
- bouteille de 50 kilogrammes :	10 150 F CFP

Art. 5.— Est puni des peines prévues pour les contraventions de la 5e classe, soit 178 997 F CFP par infraction, le fait pour une entreprise importatrice ou distributrice :

- de vendre ou de proposer à la vente à un revendeur, un litre de produit hydrocarbure à un prix supérieur à celui fixé pour ce produit en application des dispositions des articles 1er et 2 du présent arrêté ;
- de vendre ou de proposer à la vente à un utilisateur final, un litre de produit hydrocarbure à un prix supérieur à celui fixé pour ce produit en application des dispositions de l'article 3 du présent arrêté ;
- de vendre ou de proposer à la vente à un revendeur, une bouteille de gaz butane à un prix supérieur à celui fixé à l'article 4 du présent arrêté.

Art. 6.— Les infractions à l'article 5 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de procédure pénale applicables en matière de commerce, de concurrence et de réglementation des prix.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés du service en charge du contrôle de la réglementation des prix.

Art. 7.— Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1er novembre 2016.

Art. 8.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 octobre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,  
Teva ROHFRITSCH.*

**ARRETE n° 1632 CM du 26 octobre 2016 fixant le prix maximal de détail de certains hydrocarbures en Polynésie française.**

NOR : DAE1621511AC-4

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1208 CM du 27 août 1990 modifié fixant la marge maximale de détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1631 CM du 226 octobre 2016 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 octobre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Sur l'ensemble de la Polynésie française, le prix maximal de vente au détail est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants :

- Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.11.12)	112 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre (27.10.11.23)	128 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre destinée à des entreprises pericolas dûment agréées (27.10.11.23)	115 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25)	130 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) en stations-services marines	85 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (27.10.19.25)	77 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25)	40 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (27.10.19.25)	69 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (27.10.19.25)	69 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises pericolas dûment agréées (27.10.19.25)	106 F CFP/litre

Art. 2. — Sur l'ensemble de la Polynésie française, le prix maximal de vente au détail du gaz butane est fixé pour le mois d'août 2016 comme suit :

- bouteille de 13 kilogrammes :	2 834 F CFP
- bouteille de 39 kilogrammes :	8 502 F CFP
- bouteille de 50 kilogrammes :	10 900 F CFP

Art. 3. — L'achat d'une bouteille pleine de gaz butane donne droit à la reprise d'une bouteille vide complète de même capacité sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être perçu par le vendeur. Les bouteilles de 13 kilogrammes de gaz sont consignées au prix de 3 000 F CFP, celles de 39 kilogrammes et de 50 kilogrammes au prix de 8 000 F CFP, sans majoration possible.

Art. 4. — Est puni des peines prévues pour les contraventions de la 5e classe, soit 178 997 F CFP par infraction, le fait :

- de vendre ou de proposer à la vente un litre de produit hydrocarbure à un prix supérieur au prix fixé pour ce produit à l'article 1er ci-dessus ;
- de vendre ou de proposer à la vente une bouteille de gaz butane, à un prix supérieur à celui fixé à l'article 2 ci-dessus ;
- de pratiquer un prix pour la consigne d'une bouteille de gaz supérieur au prix fixé à l'article 3 ci-dessus ;
- de refuser de reprendre ou de reprendre avec un supplément de prix, une bouteille de gaz vide complète de même capacité lors de la vente d'une bouteille de gaz pleine.

Art. 5. — Les infractions précisées à l'article 4 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de procédure pénale applicables en matière de commerce, de concurrence et de réglementation des prix.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés du service en charge du contrôle de la réglementation des prix.

Art. 6. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1er novembre 2016.

Art. 7. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 octobre 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,*  
Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 1633 CM du 26 octobre 2016 portant virement de crédits au sein du chapitre 968 "Culture et patrimoine".**

NOR : DBF1621558AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 octobre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Sont autorisés les virements de crédits au sein du chapitre 968 "Culture et patrimoine" conformément au tableau ci-après (en F CFP) :

S/CHAP	ART	INTITULE	EN +	EN -
968 01		<b>Culture et art contemporain</b>		
	6518	Autres - Aides à la personne		6 000 000
	6574	Subventions aux associations et aux autres organismes de droit privé		21 000 000
968 02		<b>Patrimoine et transmission des savoirs traditionnels</b>		
	606	Achats non stockés de matières et fournitures	1 000 000	
	615	Entretien et réparations	2 000 000	
	617	Etudes et recherches	3 000 000	
	622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	18 000 000	
	628	Divers - Autres services extérieurs	3 000 000	
		<b>TOTAL</b>	<b>27 000 000</b>	<b>27 000 000</b>

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 octobre 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
Le vice-président,  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 1634 CM du 27 octobre 2016 portant application de l'article 86 alinéa 2 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.**

NOR : DRH1600863AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française, notamment son article 86, alinéa 2 ;

Vu la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés d'administration de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-235 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 octobre 2016,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 86 alinéa 2 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 précitée, sont considérés comme des grades au moins équivalents au grade de conseiller socio-éducatif principal relevant du cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française, les grades ci-dessous énumérés relevant du cadre d'emplois des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française :

- conseiller des services administratifs ;
- conseiller des services administratifs principal.

Art. 2. — Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 octobre 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
Le ministre du tourisme,  
des transports aériens internationaux,  
de la modernisation de l'administration  
et de la fonction publique,  
Jean-Christophe BOUISSOU.



**ARRETE n° 1635 CM du 27 octobre 2016 portant application de la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 portant création du dispositif d'aide à la connexion des entreprises, ACE en Polynésie française.**

NOR : ADN1621189AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 portant création du dispositif d'aide à la connexion des entreprises, ACE en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 octobre 2016,

Arrête :

**Article 1er. — Modalités d'éligibilité**

Du bénéficiaire :

Toute demande est adressée au service instructeur sur la base du formulaire annexé au présent texte.

Les pièces à fournir lors de la demande, doivent être au nom de la personne physique ou de l'entreprise individuelle sollicitant l'aide.

La demande doit être accompagnée des pièces suivantes :

- copie de la pièce d'identité du demandeur (carte d'identité ou passeport) ;
- situation au répertoire des entreprises (ISPF) ;
- attestation d'acquittement des obligations sociales et régime d'affiliation (CPS) ;
- attestation de régularité délivrée par le Trésor public ;
- relevé d'identité bancaire.

Des dépenses :

Sont éligibles les dépenses suivantes :

**1 - Raccordement au réseau de l'opérateur**

Raccordement filaire

- ligne analogique/optique ;
- prise analogique/optique ;
- modem-routeur analogique/optique.

Raccordement sans-fil

- modem-routeur sans-fil.

**2 - Installation interne à l'entreprise - réseau informatique**

Réseau de distribution

- câble de desserte cuivre ;
- prise informatique ;
- câble de desserte optique ;
- prise optique ;
- baie, panneau de brassage.

Equipements d'interface

- commutateur de réseau ;
- équipement d'interface optique ;
- point d'accès sans-fil, répéteurs accès sans-fil.

**3 - Périphérique informatique**

- dispositif de connexion à un point d'accès sans-fil ;
- dispositif de connexion par courants porteurs.

**4 - Connectique**

- câbles de raccordement et de brassage ;
- jarretières optiques.

**Art. 2. — Modalités d'instruction**

La direction générale de l'économie numérique (DGEN) est le service instructeur. Il est chargé :

- de l'information, de la réception et de l'instruction des demandes ;
- de la gestion financière du dispositif ;
- de la notification des arrêtés d'attribution ou des décisions de rejet ;
- du contrôle des obligations des bénéficiaires.

Le service instructeur contrôle la complétude du dossier, à défaut il réclame la production des pièces manquantes. Le demandeur peut être invité à fournir tout document ou toute pièce dont la production serait jugée utile.

**Art. 3. — Modalités d'attribution de l'aide**

L'aide est attribuée par l'autorité compétente.

L'attribution de l'aide s'opère conformément à l'article 5 de la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016.

Le versement de l'aide s'effectue en une seule fois, soit 100 % du montant global de l'aide à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'arrêté d'attribution de l'aide financière.

**Art. 4. — Modalités de justification de l'utilisation et de contrôle de l'aide octroyée**

L'entreprise individuelle ou la personne physique, bénéficiaire de l'aide, doit, dans les six (6) mois qui suivent la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, produire un état récapitulatif des dépenses effectuées et les justificatifs comptables, auprès du service instructeur de l'utilisation de l'aide financière dans le cadre du projet présenté.



A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 octobre 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,*  
Teva ROHFRITSCH.



## FORMULAIRE « AIDE A LA CONNEXION DES ENTREPRISES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE »

### L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE OU PERSONNE PHYSIQUE

Nom : Prénom :  
N° Tahiti : Date de création :  
Adresse géographique :  
E-mail : B. P. : Portable :  
Tél. :

### PROJET

☐ Première installation ☐ Réinstallation

☐ Passage de l'ADSL à la fibre

Détaillez si nécessaire : .....  
.....  
.....

### BUDGET SUR LA BASE DES DEVIS OU PRO-FORMA

Libellé de la dépense	Montant
<b>1- Raccordement au réseau de l'opérateur</b> Frais de raccordement filaire <input type="checkbox"/> Ligne analogique / optique <input type="checkbox"/> Prise analogique / optique <input type="checkbox"/> Modem-routeur analogique / optique  Frais de raccordement sans-fil <input type="checkbox"/> Modem-routeur sans-fil	
<b>2 - Installation interne à l'entreprise - réseau informatique</b> <u>Réseau de distribution</u> <input type="checkbox"/> Câble de desserte cuivre <input type="checkbox"/> Prise informatique <input type="checkbox"/> Câble de desserte optique <input type="checkbox"/> Prise optique <input type="checkbox"/> Baie, panneau de brassage  <u>Équipements d'interface</u> <input type="checkbox"/> Commutateur de réseau <input type="checkbox"/> Équipement d'interface optique <input type="checkbox"/> Point d'accès sans-fil, répéteurs accès sans-fil	
<b>3 - Périphérique informatique</b> <input type="checkbox"/> Dispositif de connexion à un point d'accès sans-fil <input type="checkbox"/> Dispositif de connexion par courants porteurs	
<b>4 - Connectique</b> <input type="checkbox"/> Câbles de raccordement et de brassage <input type="checkbox"/> Jarretières optiques	
<b>TOTAL</b>	

**PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE**

- ☐ Copie des devis ou pro-forma
- ☐ Copie de la pièce d'identité du demandeur (carte d'identité ou passeport)
- ☐ Situation au répertoire des entreprises (ISPF)
- ☐ Attestation d'acquittement des obligations sociales et régime d'affiliation (C.P.S.)
- ☐ Attestation de régularité délivrée par le Trésor public
- ☐ Relevé d'identité bancaire

**ENGAGEMENT DU DEMANDEUR**

Je soussigné(e) ..... déclare sur l'honneur que les informations mentionnées ci-dessus sont exactes et sincères.

Dans le cas où l'aide est octroyée, conformément à l'article 4 de l'arrêté n° XXX/CM du XX XXX, je m'engage à produire auprès de la DGEN, dans les 6 mois suivant la parution au JOPF, les justificatifs de l'utilisation de l'aide accordée. A défaut, le remboursement de tout ou partie sera exigé.

**Fait à** ....., le .....

**Signature**

**ARRETE n° 1636 CM du 27 octobre 2016 portant nomination de M. Pascal Ramounet en qualité de directeur général de l'Institut Louis-Malardé.**

NOR : ILM1600796AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2000-114 APF du 28 septembre 2000 modifiée relative à l'Institut-Louis-Malardé ;

Vu l'arrêté n° 1834 CM du 29 décembre 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Institut Louis-Malardé" ;

Vu l'arrêté n° 1338 CM du 22 septembre 2014 portant nomination de M. Pascal Ramounet en qualité de directeur général par intérim de l'Institut-Louis-Malardé ;

Vu la délibération n° 2016-38 APF du 26 mai 2016 relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ;

Vu l'avis favorable du conseil d'administration de l'Institut Louis-Malardé en date du 21 juin 2016 ;

Vu la lettre n° 7207 PR du 27 septembre 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 28 septembre 2016 ;

Vu l'avis n° 201-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 4 octobre 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 octobre 2016,

Arrête :

Article 1er. — M. Pascal Ramounet est nommé en qualité de directeur général de l'Institut Louis-Malardé.

Art. 2. — L'arrêté n° 1338 CM du 22 septembre 2014 portant nomination de M. Pascal Ramounet en qualité de directeur général par intérim de l'Institut Louis-Malardé est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de la santé et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 octobre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la santé  
et de la recherche,*  
Patrick HOWELL.

NOR : ILM1600871AC

**Par arrêté n° 1637 CM du 27 octobre 2016.** — Est rendue exécutoire la délibération n° 9 ILM 16 du 21 juin 2016 du conseil d'administration de l'Institut Louis-Malardé relative à la nomination du directeur général de l'ILM.

NOR : CHP1600883AC

**Par arrêté n° 1640 CM du 27 octobre 2016.** — Est rendue exécutoire la délibération n° 42-2016 CHPF du 30 septembre 2016 du Centre hospitalier de la Polynésie française fixant la rémunération du directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française.

NOR : PAP1600859AC

**Par arrêté n° 1647 CM du 27 octobre 2016.** — Est rendue exécutoire la délibération n° 18-2016 CA-PAP du 30 septembre 2016 approuvant les conditions de rémunération de M. Georges Puchon, en qualité de directeur général du port autonome de Papeete.

**RECEPTION DES ANNONCES**  
**pour publication au *Journal officiel* de la Polynésie française**  
**pour l'année 2016**

Les délais limites sont fixés à 11 heures :

- le jeudi *de la semaine précédente* pour le JOPF du mardi ;
- le mardi *de la semaine en cours* pour le JOPF du vendredi,

**SAUF** pour les numéros suivants :

PUBLICATION AU JOPF		DATE LIMITE DE RECEPTION DES DOSSIERS	JOURS FERIES
N°	DATE		
88	Mardi 1 <sup>er</sup> novembre	Mercredi 26 octobre	Mardi 1 <sup>er</sup> novembre (Toussaint)
89	Vendredi 4 novembre	Lundi 31 octobre	
91	Vendredi 11 novembre	Lundi 7 novembre	Vendredi 11 novembre (Armistice 1918)
92	Mardi 15 novembre	Mercredi 9 novembre	

Ces délais peuvent être modifiés en cours d'année.